

1568

No. 6363

**IRAN, IRAQ, KUWAIT, SAUDI ARABIA,
VENEZUELA, etc.**

**Agreement concerning the creation of the Organization of
Petroleum Exporting Countries (OPEC). Done at
Baghdad, on 14 September 1960**

Official text: English.

Registered by Iran, Libya, Saudi Arabia and Venezuela on 6 November 1962.

**IRAN, IRAK, KOWEÏT, ARABIE SAOUDITE,
VENEZUELA, etc.**

**Accord portant création de l'Organisation des pays expor-
tateurs de pétrole. Fait à Bagdad, le 14 septembre 1960**

Texte officiel anglais.

*Enregistré par l'Iran, la Libye, l'Arabie Saoudite et le Venezuela le 6 novembre
1962.*

[TRADUCTION¹ — TRANSLATION²]

N° 6363. ACCORD³ PORTANT CRÉATION DE L'ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PÉTROLE. FAIT À BAGDAD, LE 14 SEPTEMBRE 1960

Sur l'invitation de la République d'Irak, la Conférence des Pays Exportateurs de Pétrole, comprenant les représentants des Gouvernements de l'Arabie Saoudite, d'Irak, de Koweït et du Vénézuëla, ci-après désignés sous le nom de Membres, s'est tenue à Bagdad du 10 au 14 septembre 1960.

La Conférence, ayant considéré :

Que les Membres mettent en œuvre des programmes d'expansion dont le besoin se fait vivement sentir et qui doivent être financés principalement par les revenus provenant de leurs exportations de pétrole;

Que les Membres doivent dépendre dans une large mesure des revenus provenant de leurs exportations de pétrole pour équilibrer chaque année leur budget national;

Que le pétrole est une source de revenus qui s'épuise et qui, dans la mesure où elle s'épuise, doit être remplacée par d'autres sources;

Que tous les pays du monde doivent, pour assurer le maintien et l'amélioration de leur niveau de vie, dépendre presque entièrement du pétrole en tant que principale source d'énergie;

Que toute fluctuation des prix de pétrole a une répercussion inévitable sur l'application des programmes des Membres et entraîne des bouleversements préjudiciables non seulement à leur économie mais également à celle de tous les pays consommateurs.

Il a été décidé d'adopter les Résolutions suivantes :

RÉSOLUTION I. 1

1. Que les Membres ne peuvent plus rester indifférents devant l'attitude des compagnies pétrolières qui, jusqu'ici, ont effectué des modifications de prix;

¹ Traduction de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole.

² Translation by the Organization of the Petroleum Exporting Countries.

³ Entré en vigueur le 1^{er} octobre 1960, date convenue entre les membres originaires de l'Organisation. En application de la résolution I.3, les notifications d'approbation de l'Accord au nom de ces membres ont été reçues par le Président de la Première Conférence aux dates indiquées :

Arabie Saoudite . . .	6 octobre	1960	Koweït	19 septembre	1960
Iran	2 octobre	1960	Venezuela	30 septembre	1960
Irak	27 septembre	1960			

Par la suite, l'Accord est entré en vigueur à l'égard des membres suivants, lors de leur admission à l'Organisation, aux dates indiquées :

Katar	15 janvier	1961	Libye	7 juillet	1962
Indonésie	7 juillet	1962			

2. Que les Membres demanderont aux compagnies pétrolières de maintenir la stabilité de leurs prix et d'éviter toutes les fluctuations inutiles; que les Membres s'efforceront, par tous les moyens de ramener les prix actuels au niveau que ces derniers avaient atteint avant la diminution; qu'ils s'assureront que dans toutes les nouvelles circonstances, qui, selon les compagnies pétrolières, nécessitent des modifications de prix, lesdites compagnies se mettent en rapport avec le ou les Membres intéressés afin d'expliquer pleinement les circonstances.

3. Que les Membres étudieront et formuleront un système pouvant réaliser la stabilisation des prix, entre autres, par le moyen de réglementer la production, en tenant compte des intérêts des pays producteurs et des pays consommateurs, ainsi que de la nécessité d'assurer des revenus réguliers aux pays producteurs, et un approvisionnement régulier et économiquement efficace de cette source d'énergie aux pays consommateurs, ainsi qu'un revenu équitable à ceux qui investissent des capitaux dans l'industrie pétrolière;

4. Que si, à la suite de la mise en application d'une décision prise à l'unanimité par les Membres de cette Conférence, des sanctions sont appliquées, soit directement, soit indirectement, par une compagnie intéressée, à l'encontre d'un ou de plusieurs pays Membres, aucun autre Membre n'acceptera d'offre ou de traitement préférentiel, que ce soit sous la forme d'une augmentation des exportations ou d'une amélioration des prix, proposée par ladite compagnie en vue de faire échec à l'application de la décision prise à l'unanimité par la Conférence.

RÉSOLUTION I. 2

1. Aux fins de l'application des dispositions de la Résolution n° 1, la Conférence décide de créer une organisation permanente, dénommée Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, destinée à permettre des consultations régulières entre ses Membres, en vue de coordonner et d'unifier leurs politiques et de déterminer, notamment, l'attitude qu'ils doivent adopter toutes les fois que des circonstances se présentent, comme celles qui sont visées au paragraphe 2 de la Résolution n° 1.

2. Les Pays représentés à la présente Conférence seront les Membres fondateurs de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole.

3. Tout pays dont les exportations nettes de pétrole brut sont importantes peut devenir Membre de l'Organisation à condition qu'il soit admis à l'unanimité par les cinq Membres fondateurs de l'Organisation.

4. L'Organisation aura pour objectif principal l'unification des politiques pétrolières des Pays Membres et la recherche des méthodes les plus appropriées pour sauvegarder les intérêts de ces Pays Membres tant individuellement que collectivement.

5. L'Organisation tiendra au moins deux sessions par an, et davantage s'il est nécessaire, dans la capitale de l'un des Pays Membres ou en un autre lieu jugé opportun.

6. (a) Pour organiser et effectuer les travaux de l'Organisation, il sera procédé à la création d'un Secrétariat de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole.

(b) Une sous-commission, composée d'un membre au moins de chaque pays, se réunira à Bagdad au plus tard le 1^{er} décembre 1960 pour formuler, et soumettre à la prochaine Conférence, des projets de dispositions concernant la structure et le rôle du Secrétariat; elle est également chargée de proposer le budget de la première année de fonctionnement du Secrétariat, et d'étudier et de proposer le lieu le plus approprié pour le siège du Secrétariat.

RÉSOLUTION I. 3

1. Les Membres participant à la présente Conférence, devront soumettre, avant le 30 septembre, les textes des résolutions à l'Autorité compétente de leur pays respectif à fin d'approbation et dès que cette approbation leur sera donnée, ils la notifieront au Président de la première Conférence (le Ministre du Pétrole de la République d'Irak).

2. Le Président de la Conférence fixera, en accord avec les autres Membres, la date et le lieu de la prochaine Conférence.

FAIT à Bagdad, le 14 septembre 1960.

Le Chef de la Délégation
de l'Arabie Saoudite :
(Signé) Abdullah AL-TARIKI

Le Chef de la Délégation
de la République d'Irak :
(Signé) Dr. Tala'at AL-SHAIBANI

Le Chef de la Délégation
du Gouvernement de l'Iran :
(Signé) Fouad ROUHANI

Le Chef de la Délégation
de Koweït :
(Signé) Ahmed Sayed OMAR

Le Chef de la Délégation
du Vénézuëla :
(Signé) J. P. PÉREZ ALFONZO
